Espagne : le programme électoral de la CUP

La CUP se présente partout en Catalogne avec un programme de rupture pour l'amnistie et contre la monarchie

samedi 9 novembre 2019, par Público (Date de rédaction antérieure : 4 novembre 2019).

La formation catalane affirme que les manifestations de ces dernières semaines ont été « à la hauteur » car elles ont placé le conflit au centre des médias internationaux et ils dénoncent le fait que le gouvernement ne répond à ce problème par « plus de police et plus d'arrestations ».

La CUP a présenté lundi à Madrid sa participation aux élections générales qui se tiendront le 10 novembre, « dans le but de servir de caisse de résonance au conflit en Catalogne « .

Les représentants de la formation catalane Mireia Vehí, Albert Botran et Eulàlia Reguant ont présenté leur candidature devant le palais des congrès. Selon eux, la CUP ne doit pas seulement servir « le conflit national, mais aussi le conflit de classe, le conflit territorial, le conflit écologique … Et, par conséquent, nous arrivons au Congrès des députés avec un programme d'intervention politique « .

La proposition de formation comprend :

Autodétermination et amnistie (et l'abolition de la monarchie),

Défense des droits sociaux, suppression de l'article 135 de la Constitution, « non » à l'OTAN, à l'Union européenne et au FMI , « contre l'IBEX35″ (L'Ibex 35 est le principal indice boursier de la Bourse de Madrid le CAC 40 blog),

Sauver la planète du capitalisme, faire face à l'urgence climatique, évoluer vers un modèle économique écologique, socialiste et féministe,

Lutter contre la mafia : démocratie directe et abolition de la monarchie, du pouvoir corrompu, des lobbys et transparence totale

Pour un audit de la fraude fiscale et des coûts collectifs des privatisations.

La CUP appelle à une « amnistie totale pour toutes les personnes qui luttent contre le régime que ce soit dans la lutte pour les droits nationaux, sociaux et collectifs des peuples et des travailleurs »

Pour « le libre retour des exilés » et le jugement des responsables de la répression et la dissolu-tion de l'audience nationale. « La dissolution des principaux instruments répressifs de l'Etat, à commencer par le tribunal national et tous les organes et unités de police et militaires voués à la répression des peuples ».

Lors de la présentation de sa candidature, les responsables du CUP ont été interrogés sur les manifestations qui se sont déroulées ces dernières semaines en Catalogne à la suite de la

condamnation des membre du « Processus ». Botran a défendu que » la violence que nous voyons dans les rues de Barcelone, est celle contre les personnes, celle des forces de police ».

Une violence, non seulement des forces d'occupation envoyées par le ministre Marlaska comme seule réponse à un conflit politique, mais aussi des Mossos d'Esquadra, qui ont eu un comportement ignoble ces dernières semaines. » « Ce sont les images d'un Etat policier ».

Ces manifestations « ont placé la Catalogne à l'ordre du jour des grands médias internationaux. Elles devraient également attirer l'attention du gouvernement espagnol qui, en réponse aux défis politiques, n'a réagi qu'en envoyant davantage de policiers, en arrêtant davantage de personnes, pour faire émerger le fantôme du terrorisme « .

Interrogés sur les émeutes de ces dernières semaines (condamnation ou pas), les responsables de la formation catalane ont répondu que « la tâche des organisations politiques n'est pas la condamnation, comme cela pourrait être le cas d'un juge ».

« Le devoir des organisations politiques est de comprendre pourquoi ces choses se produisent, pourquoi il y a une rage parmi la jeunesse catalane et d'essayer de comprendre leurs motivations, qui sont assez claires lorsqu'on leur demande, et non d'essayer de manipuler en prétendant qu'elles vont mener la Catalogne dans une situation de terrorisme « .

https://www.publico.es/

Publico

Abonnez-vous à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

article tiré de NPA 29